

Interview : Le président catalan est en difficulté

le 15 janvier 2020, Par Thomas S. Harrington, The Village [Magazine politique et culturel irlandais NdT]
<https://consortiumnews.com/2020/01/15/interview-the-embattled-catalan-president/>

Thomas S. Harrington est professeur d'études hispaniques au Trinity College. Plus récemment, il est l'auteur de l'ouvrage intitulé "A Citizen's Democracy in Authoritarian Times: An American View on the Catalan Drive for Independence" [ouvrage non traduit en français : Une démocratie citoyenne en temps de régime autoritaire : Un point de vue américain sur la quête d'indépendance de la Catalogne NdT] (2019).

Thomas S. Harrington s'entretient avec Quim Torra de la crise constitutionnelle à Madrid et de l'héritage du régime franquiste.



Le Gouvernement de la Catalogne (2018-). Quim Torra, président de la Generalitat, est à l'arrière-plan, au centre. (Generalitat de Catalunya, Wikimedia Commons)

Le 10 janvier, un jour après avoir ignoré l'ordre de la Cour européenne de justice de libérer l'ancien vice-président catalan Oriol Junqueras afin qu'il puisse siéger au Parlement européen, la Cour suprême d'Espagne a réaffirmé la décision de la Commission électorale centrale de retirer à Joaquim Torra son statut de député du parlement catalan et de président de la Catalogne.

Torra a qualifié ce geste de coup d'État et a réaffirmé que cela ne change rien et qu'il est toujours le président de la Catalogne. A Madrid, le conflit catalan engendre une crise constitutionnelle aux implications profondes pour l'avenir de l'Union européenne. Alors que le Parlement catalan soutient fermement Torra, les partis espagnols de droite Vox et PP ont demandé l'emprisonnement de celui-ci et la suspension du statut d'autonomie de la Catalogne par le biais de l'article 155 de la Constitution - comme cela a été fait à la suite de la déclaration d'indépendance de la Catalogne le 27 octobre 2017.

Le parcours mouvementé de Torra, 58 ans, en tant que président, a commencé au printemps 2018. Jusqu'à il y a deux ans, il était cadre d'entreprise et activiste culturel et n'avait jamais été impliqué dans la politique électorale. Cependant, lorsque le gouvernement central a dissous le Parlement Catalan après son vote de

sécession de l'Espagne, et a ensuite ordonné de nouvelles élections, Torra a proposé son nom comme candidat parlementaire de Together for Catalonia, le parti dirigé par le président en exil Carles Puigdemont. À la surprise de beaucoup et à la grande consternation du gouvernement espagnol, le parti du président en exil a remporté le plus grand nombre de voix dans le bloc majoritaire indépendantiste - et donc en conséquence le droit de former un nouveau gouvernement.



Quim Torra en 2009. (Jomatofa, CC BY-SA 3.0, Wikimedia Commons)

Voilà quelque chose que Madrid ne pouvait pas accepter. En janvier 2018, alors que le Parlement Catalan était sur le point de faire prêter serment à Puigdemont, par connexion vidéo avec la Belgique, où celui-ci était exilé et réside toujours, le président de la législature a brusquement arrêté le processus en réaction à la menace de sanctions judiciaires reçues en provenance des tribunaux espagnols. Après que deux autres candidats aient été sabordés de la même manière, on en est arrivé à Torra, personnalité largement méconnue, qui a finalement été investi en mai 2018. Depuis son entrée en fonction, il a clairement indiqué à plusieurs reprises qu'il pensait que son principal objectif était de faire progresser la Catalogne vers l'indépendance de la manière la plus rapide possible.

Le chemin n'a pas été aisé. Le mouvement indépendantiste catalan, est composé de trois factions principales, Junts per Catalunya, Esquerra Republicana Catalana et Candidatura d'Unitat Popular. Sur l'échiquier politique, celles-ci correspondent en gros aux positions de centre-droit, de centre-gauche et d'extrême-gauche et sont en proie à des divisions internes. Dans une inversion des rôles d'apparence singulière, Torra a constamment vu ses efforts pour accélérer la marche vers l'autodétermination contrés par son partenaire de coalition de centre-gauche, l'ERC, et adoptés, non sans réserves, par la CUP d'extrême gauche. Il a également été

critiqué à plusieurs reprises par des membres de la base traditionnelle de son propre groupe pour avoir tenté de faire avancer les choses trop rapidement.



Le président catalan Carles Puigdemont et 700 maires de Catalogne se rencontrent pour préparer le référendum, le 16 septembre 2017. (Generalitat de Catalunya, Wikimedia Commons)

Mon entretien avec Torra, réalisé en catalan à la fin de l'année dernière et revu par endroits par souci de concision, a eu lieu au Palais de la Generalitat (siège du gouvernement catalan) à Barcelone.

La ville en était alors à 16 jours d'actes généralisés, et toujours en cours, de désobéissance civile déclenchés en réaction à la sévère condamnation par la Cour suprême espagnole des hommes politiques et des dirigeants de la société civile responsables de la promotion du référendum sur l'indépendance de 2017, 11 jours avant les quatrièmes élections générales espagnoles en autant d'années, et 19 jours avant le propre procès de Torra, au cours duquel il plaiderait sans regret coupable d'avoir désobéi à l'ordre du gouvernement espagnol de retirer une banderole accrochée sur le front de la Generalitat qui faisait référence aux "exilés" et aux "prisonniers politiques" catalans."

Thomas S. Harrington : Comment expliqueriez-vous ce qui se passe en Catalogne aujourd'hui à quelqu'un qui aurait une lecture de la situation depuis l'extérieur ?

Joaquim Torra : Une réponse rapide serait de faire une comparaison avec un cas que la plupart des lecteurs de langue anglaise connaissent bien, à savoir l'Ecosse. Mais au-delà de cette comparaison approximative, je voudrais parler d'une ancienne nation du sud de l'Europe qui a toujours fait preuve d'un farouche dévouement à la poursuite de la liberté et qui, après avoir subi un certain nombre de revers au cours des 300 dernières années - années pendant lesquelles elle a travaillé pour s'intégrer à l'État espagnol et gagner sa confiance - a choisi, au cours de la dernière décennie environ, d'engager un processus démocratique visant à obtenir l'indépendance.

Après mûre réflexion, les gens ont décidé que cette option, plutôt que la poursuite du régime d'autonomie actuel, est probablement la plus viable pour améliorer la qualité de vie. Il ne s'agit pas de drapeaux et de frontières. Il s'agit d'améliorer l'éducation, les soins de santé, les infrastructures et, bien sûr, la protection de la langue et de la culture du pays. Mais il s'agit surtout de pouvoir relever les défis du XXI^e siècle avec tous les outils dont tout pays moderne peut s'attendre à disposer.

Il y a des historiens, comme Rovira i Virgili, qui définissent l'histoire de la Catalogne précisément en fonction de ce rapport particulier à la liberté. D'autres, comme Vicens Vives, la lient davantage à une "volonté d'exister". Josep Benet, à son tour, l'a résumée en une phrase merveilleuse comme étant centrée sur un

"combat au service de l'espoir". D'autres, d'une tendance peut-être plus fataliste, comme Ferrater Mora, disent qu'un peuple ne peut pas vivre sa vie en étant en permanence sur la défensive, qu'il doit arriver, ou chercher à arriver, à un état de plénitude essentielle.

.... Au cours de l'année et demie qui s'est écoulée depuis ma prestation de serment, nous avons été plongés dans une situation d'une complexité politique qui est probablement aussi grande que toutes celles que nous avons connues dans l'histoire du pays. Nous avons des gens en prison et des gens en exil. Et la répression n'a pas cessé. Plutôt que de s'engager dans des débats politiques, le gouvernement espagnol a, à maintes reprises eu recours à l'utilisation punitive du code pénal, ce qui ne fait bien sûr qu'accroître la gravité de la situation et le sentiment de crise qui l'entoure.



Investiture de Quim Torra comme président de la Catalogne le 17 mai 2018. (Generalitat de Catalunya, Wikimedia Commons)

Harrington : Le Premier ministre espagnol par intérim, Pedro Sánchez, a déclaré que le conflit en Catalogne est en fait un conflit entre Catalans, dans lequel une minorité - ceux qui sont en faveur de l'indépendance - cherchent à imposer leur volonté à une majorité qui souhaite que la Catalogne reste une partie de l'Espagne.

Torra : Non, c'est un problème de démocratie qui vient du fait que les gens ne sont pas autorisés à exprimer leurs souhaits politiques de manière démocratique. Si une chose est devenue claire au cours des dernières années, c'est la capacité de notre société à s'engager dans le débat - bien souvent dans des circonstances très difficiles - tout en continuant à se surpasser sur le plan économique et culturel à son niveau peut-être le plus élevé jamais atteint.

Harrington : Une autre interprétation de la crise catalane souvent entendue est qu'elle fait partie d'une crise plus générale de l'ordre constitutionnel espagnol établi en 1978. D'autres critiques la décrivent comme le symptôme d'une crise européenne, et peut-être même mondiale, des modes de gouvernement établis de longue date.

Torra : Je pense que c'est un mélange de tout ça. Je suis convaincu que le mouvement indépendantiste catalan a mis à jour la réalité de la transaction espagnole - et non pas de la transition - qui a abouti à l'adoption de la Constitution espagnole de 1978. Cela m'a été clairement expliqué lorsque j'ai visité le Portugal et que j'ai pu échanger avec des membres de l'Assemblée nationale de tous horizons politiques. Depuis la gauche jusqu'à la droite, tous ont accepté une rupture totale avec le régime dictatorial de [António] Salazar [1932-1968].

Le problème de l'État espagnol est que cette rupture n'a pas eu lieu. La réforme qui a été menée a conservé plusieurs bastions importants du franquisme et une façon autoritaire d'aborder la vie publique et la politique, ce que nous pouvons voir assez clairement dans le comportement des secteurs judiciaire et policier de l'État.

Nous pouvons également le voir dans la figure même du roi, qui est l'héritier de prérogatives dérivées directement du régime franquiste et dont la présence prive tous les Espagnols du droit de décider s'ils souhaitent vivre dans une monarchie ou une république. Tout cela est devenu plus évident à la suite de la montée du mouvement d'indépendance catalan, qui a fait remonter à la surface ce franquisme qui n'est pas toujours visible, mais est profondément enraciné dans les organes de l'État.

Ceci étant dit, il y a un aspect de la contestation en faveur de l'indépendance qui est lié à la vague mondiale actuelle de mécontentement politique. Nous voici au XXIe siècle dans un monde globalisé où nous ne vivons plus dans des avant-postes isolés de la planète, mais où nous recevons des flux mondiaux d'information, et où les gens veulent vivre dans des endroits où règne la liberté et où ils peuvent faire partie d'un projet social défini par l'adhésion plutôt que par la répression. Nous devons être très attentifs à la volonté des peuples. Comme je l'ai dit, les gens veulent participer à la vie publique. Mais à l'heure actuelle, la méfiance envers la classe politique en général, et les classes politiques espagnole et catalane en particulier, est largement répandue. Et cela explique en partie les grandes manifestations que nous voyons aujourd'hui dans les rues de Catalogne.



Le Premier ministre Sánchez annonce une élection éclair pour le 28 avril 2019. (Ministère espagnol de la présidence, Wikimedia Commons)

Harrington : Comment décririez-vous le bilan du système judiciaire espagnol en ce qui concerne le procès des hommes politiques et des leaders catalans de la société civile qui s'est récemment terminé à Madrid ?

Torra : Je voudrais commencer par rappeler les paroles du président du Conseil général du pouvoir judiciaire espagnol, Carlos Lesmes, lorsqu'il a dit que la constitution espagnole est fondée sur l'unité sacrée et indivisible de la patrie et que les autorités judiciaires ont l'obligation de préserver cette unité avant toute autre chose. Rien en ce qui concerne la défense de la volonté du peuple.

Nous avons plutôt l'impression que l'Espagne est fondée sur une notion a priori - la patrie unifiée - et non sur les désirs de ses citoyens. Je crois que cela résume parfaitement la situation. Je pense que le pouvoir judiciaire espagnol s'est désigné comme le gardien royal de l'unité indivisible de l'Espagne et, pour cette raison, il se donne le droit de recourir à tous les moyens pour atteindre ce but, y compris la déformation des décisions et des avis comme bon leur semble.

Selon ces paramètres, tout peut être présenté comme suspect et donc tout est considéré comme potentiellement sujet à poursuite judiciaire. Et lorsque la police ne peut pas atteindre le but recherché, les procureurs sont envoyés sur place. Et lorsque les procureurs ne sont pas à la hauteur, ils font appel à toute la force des tribunaux. Et lorsque nous parlons des objectifs de leur procédure, nous ne parlons pas seulement des diverses expressions de la volonté démocratique comme lors du vote du 1er octobre 2017, mais aussi des

idées et même des banderoles portant des messages qu'ils n'aiment pas. Par exemple, ils ont interdit, sous peine de poursuites, toute discussion sur le droit à l'autodétermination dans les couloirs de mon gouvernement ou au Parlement catalan.



Commission spéciale du Sénat concernant le recours à l'article 155 de la Constitution espagnole (présidence). (Partido Popular de Melilla, CC BY-SA 2.0, Wikimedia Commons)

Harrington : Depuis que la Cour suprême a prononcé la sentence dans l'affaire des sept anciens ministres du gouvernement catalan et de deux dirigeants de la société civile, le 14 octobre, les rues de Catalogne n'ont cessé de se remplir de manifestants. Comment décririez-vous ce qui se passe ?

Torra : Il s'agit d'un sentiment d'énorme colère face au fait que d'honorables politiciens qui agissaient en fonction d'un mandat démocratique - l'ensemble du processus qui a mené au 1er octobre a été approuvé par une majorité absolue du Parlement catalan - passeront chacun de neuf à treize ans en prison. Cela a déclenché une énorme vague d'indignation dans la société catalane. Et c'est ça que nous voyons dans les rues.

Harrington : Pedro Sánchez, le chef du gouvernement intérimaire espagnol, a laissé entendre que ces manifestations avaient un caractère fondamentalement violent, et son ministre de l'intérieur, Fernando Grande-Marlaska, a récemment déclaré, je cite : "La violence en Catalogne a eu un impact plus important que celle qui a eu lieu au Pays Basque". Quelle est votre réponse à ces déclarations ? Faites-vous, comme l'ont récemment suggéré des sources du gouvernement espagnol et certains membres de la presse, l'apologie de cette supposée violence ?

Torra : Comparer les événements qui ont eu lieu à un moment donné en Catalogne avec les morts et les assassinats au Pays Basque pendant des années, est absolument consternant. C'est pourquoi les associations espagnoles de victimes ont demandé au gouvernement de cesser de banaliser leur tragédie.

Harrington : Dans quelle mesure les protestations et les troubles actuels dans les rues de Catalogne doivent-ils être considérés comme une démonstration de l'échec de la classe politique catalane et/ou de la classe politique de l'État espagnol ? Peut-on parler d'erreurs importantes commises par l'une ou les deux parties de cette équation ?



L'un des nombreux rassemblements organisés dans tout le Pays basque pour soutenir le vote catalan. (Theklan, CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons)

Torra : Ces critiques trouvent sans doute un certain fondement dans la vérité. Mais les racines du conflit se trouvent dans le fait que nous n'avons pas eu l'occasion, comme cela aurait dû être le cas dès le début, de décider des choses de manière franche et honnête, en permettant à ceux qui sont en faveur du maintien dans le royaume d'Espagne et à ceux qui sont en faveur de l'indépendance de mettre leurs arguments sur la table et de laisser les citoyens de Catalogne décider de la meilleure solution. Dans ce scénario, chacun aurait son mot à dire et les deux options seraient considérées comme respectables. Ce sont les citoyens qui doivent décider.

Je peux vous assurer que si nous devons organiser un tel référendum et qu'il devait montrer qu'une majorité de Catalans préféreraient continuer à faire partie de l'Espagne, je démissionnerais immédiatement de mon poste de président de la Generalitat. C'est ce qui est à l'origine du conflit. Et il n'y a vraiment rien d'autre. Les 2 millions de Catalans en faveur de l'indépendance ne vont pas disparaître. Lors des quatre dernières élections, en comptant les élections locales, catalanes, espagnoles et européennes, les forces pro-indépendance ont gagné. En bref, l'Espagne doit réaliser que l'instabilité institutionnelle dont elle souffre actuellement perdurera tant qu'elle refusera d'écouter les voix qui émanent de la Catalogne.

Harrington : Mais ne devons-nous pas aussi parler de l'instabilité présente dans votre propre coalition gouvernementale ?

Torra : Sans aucun doute. Gouverner dans une coalition rend évidemment les choses plus compliquées. Mais je pense qu'il est important de rappeler que nous, les Catalans, avons été à la hauteur des défis posés par cette complexité. Nous avons réussi à forger des pactes de gouvernement entre des groupes aux idéologies très différentes. (Au moment où cette interview a été réalisée, la démocratie espagnole d'après 1978 n'avait jamais eu de gouvernement de coalition. Cela a changé la semaine dernière lorsque Pedro Sánchez s'est associé à Podemos pour former un gouvernement).

... Bien sûr, pour gouverner au sein d'une coalition, il faut d'abord s'asseoir et trouver des accords et les mettre

en œuvre. Il est évident que dans une législature comme celle qui existe actuellement en Catalogne, assombrie par la réalité des prisonniers politiques et des exilés, des désaccords et des controverses surgissent. Mais malgré cela, mon gouvernement s'est engagé dans un vote de défiance il y a environ un mois, et y a survécu. Et nous y voilà. [la coalition catalane a volé en éclat le 29 janvier 2020 et de nouvelles élections sont annoncées NdT].

Harrington : Vous avez été inculpé par l'État espagnol pour des actions que vous avez menées pendant votre mandat présidentiel. Quel crime êtes-vous supposé avoir commis ?

Torra : Mon crime est de défendre la liberté d'expression en refusant l'ordre du gouvernement espagnol de retirer une banderole placée sur le balcon du palais de la Generalitat qui parlait de "prisonniers politiques" et qui exprimait un désir de retour des "exilés". Et comme je crois qu'il n'y a pas de petite bataille, j'ai ressenti le besoin d'intensifier cette lutte pour la liberté d'expression jusqu'à sa conclusion logique. J'ai donc désobéi aux exigences qui m'avaient été envoyées. Et je suis maintenant impliqué dans un procès qui, si je le perds, m'interdira d'occuper une fonction publique pendant une période déterminée.